

Ce texte en espagnol circule sur divers sites sous le titre « *La resistencia libertaria contra el franquismo: Defensa interior (D.I.)* ». On peut, par exemple, le trouver ici : <http://historiadejuventudes-libertarias.blogspot.fr/2007/10/el-di-y-la-resistencia-libertaria.html>

La traduction a été réalisée en septembre 2012 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Le texte a été féminisé et le CATS a ajouté des notes..

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

\*\*\*\*\*

# La résistance libertaire contre le franquisme : La Défense Intérieure (D.I.)

**Extrait du livre « El Anarquismo español y la Acción Revolucionaria »  
d'Octavio Alberola et d'Ariane Gransac.**

Pour des raisons généralement partisanses, la résistance libertaire contre le franquisme a souvent été oubliée dans l'historiographie de l'antifranquisme. Mais cet « oubli » est encore plus notoire dans le cas de la résistance libertaire des années soixante, ces années étant celles où les libertaires tentèrent d'organiser et de mettre en marche leur projet résistant le plus conséquent, la DI (Défense Intérieure), et où leurs actions obtinrent la plus grande répercussion internationale.

Effectivement, en réactualisant la lutte active contre le franquisme et la présence de l'anarchisme, la DI fut la cible de tous ceux et celles qui, y compris parmi les libertaires, ne voyaient pas d'un bon œil une réactualisation qui mettait en évidence leur immobilisme ou qui contrariait leurs plans et objectifs politiques.

Il n'est donc pas étrange que tant d'intérêts coïncident pour occulter l'histoire de la DI et que pour cela elle soit encore aujourd'hui, jusque dans les propres médias libertaires, si peu connue. Une méconnaissance qui, grâce à la réactualisation de l'affaire Granado-Delgado (cette affaire est exposée plus loin dans le texte – Note du CATS) dans le cadre de l'actuel processus de récupération de la mémoire historique, commence à être palliée. Non seulement parce que parler de cette affaire a nécessité de parler de la DI mais aussi parce que les nouvelles générations de militantEs et d'historienNEs sont en train de démontrer un grand intérêt pour la découverte de la résistance libertaire de ces années là, face à laquelle tant d'intérêts coïncidèrent pour l'occulter.

Cet intérêt exige donc un devoir d'information de la part de celles et ceux qui peuvent l'apporter. Et ceci est ce qu'ils/elles m'ont demandé de faire ici aujourd'hui ; mais avant de le faire il me paraît nécessaire de faire quelques éclaircissement sur le franquisme et l'antifranquisme, depuis la fin de la guerre jusqu'à 1960.

## Le franquisme

Avec le prétexte de rétablir l'ordre, les militaires factieux se soulèvent en 1936 contre le gouvernement de la Seconde République. Le soulèvement triomphe dans quelques zones du pays, mais dans d'autres, grâce à la réaction populaire, le soulèvement échoue et la dénommée Guerre Civile commence.

Franco est l'un des généraux engagés dans la conspiration et un des premiers à se soulever ; mais c'est grâce à une série de circonstances (Sanjurjo meurt dans un accident d'avion en revenant en Espagne et Mola rencontre beaucoup de difficultés dans le nord) qu'il parvient à être nommé Généralissime des Armées et Chef du Gouvernement factieux par la Junte militaire réunie à Salamanque. Et c'est ainsi qu'après avoir écarté les chefs historiques du soulèvement et « unifié » la masse des militantEs et dirigeants fascistes dans un parti unique, Franco arrive à devenir, en plus de Chef de l'État, le Chef National de la Phalange Espagnole Traditionaliste et de la JONS (Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista, ce nom à rallonge désigne la Phalange fasciste espagnole – Note du CATS) et le Chef suprême du Mouvement. Pour cela, à la fin de la guerre, il réussit à assumer – « dans son entière plénitude » et avec le titre de « Caudillo d'Espagne par la grâce de Dieu » - l'autorité absolue de cet « État nouveau » qui, jusqu'à la fin, sera un « royaume sans Roi » et à tout moment une féroce et brutale dictature militaire.

Le franquisme, ce régime qui dure jusqu'à la mort de Franco, n'est pas autre chose que l'alliance traditionnelle entre caciques, curés et militaires, bien que s'adaptant à l'air de l'époque, et elle adopte l'habit et le cérémonial fasciste de la Phalange. Celle-ci qui se considère comme le troisième pilier du Régime, copie et essaye d'imposer l'idéologie totalitaire des fascismes européens ; mais, déjà depuis le commencement de la Guerre Civile, l'armée, l'Église et la Droite réactionnaire, qui sont les véritables pouvoirs qui configurent le franquisme, voient dans la Phalange une alliée circonstancielle, mais embarrassante pour ses plans. Pour cela, à partir de 1943, après les désastres militaires de Mussolini et son arrestation par ordre du Roi Victor Emmanuel III, commence la déphalangisation du pays et le franquisme apparaît comme ce qu'il est réellement : une dictature réactionnaire, militaire et cléricale.

L'objectif de ces pouvoirs est simplement d'imposer une dictature qui garantisse leurs privilèges, une dictature disposée à réprimer toute forme de protestation populaire, intransigeante et implacable avec les secteurs sociaux qui avaient voulu réformer la société espagnole et encore plus avec ceux qui avaient tenté de la transformer révolutionnairement.

Le franquisme n'est pas seulement un régime qui ne reconnaît aucune des libertés fondamentales (de réunion, d'organisation et d'expression), mais aussi un régime inquisitorial, implacable dans la vindicte et dans la répression de tous/tes ceux et celles qui se risquent à réclamer ces libertés. Entre 1939 et 1944, la répression franquiste atteint ses niveaux les plus élevés de brutalité et les victimes se comptent par centaines de milliers. C'est seulement lorsque ces parrains Hitler et Mussolini sont vaincus que Franco fait une « pause » dans sa politique répressive ; mais cette « pause » est courte, elle ne dure que le temps nécessaire pour que le Caudillo prenne le pouls des Alliés sur la continuité de son régime. Après, à mesure que les connivences des puissances « démocratiques » avec Franco augmentent et que s'envole la possibilité de son renversement, le franquisme redevient essentiellement et brutalement répressif.

## **L'antifranquisme**

À la fin de la guerre, avec la victoire franquiste, la majorité des vaincuEs accepte et intériorise la défaite ; mais il y en a qui décident de résister et de poursuivre le combat contre le franquisme par les armes. Plus tard, après la déroute du nazifascisme, d'autres – confiant dans le soutien des Démocraties victorieuses – décident de dédier leurs efforts à la constitution en Espagne et en exil, d'une « opposition politique » pour « lutter » contre Franco dans les chancelleries et attendre...

## **L'antifranquisme institutionnel**

Cette Opposition espère le miracle, la chute de Franco, grâce à la bonne volonté des Grandes Puissances. Mais non seulement les Démocraties ne provoquent pas la chute de Franco, mais elle ne font même pas évoluer le franquisme vers des positions moins intransigeantes, plus conciliantes. Au contraire, les Démocraties passent, peu à peu, d'une condamnation plus ou moins formelle à une reconnaissance, de plus en plus officielle, du régime franquiste. Pour cette raison le miracle tant attendu se termine en une amère déception.

L'histoire de cette défaite est pleine de leçons.

Elle commence avec des triomphes apparents en 1945, avec la Déclaration de l'ONU condamnant le régime franquiste, et en 1946, avec la Note tripartite défendant la rupture de relations avec le régime de Franco. Mais ces « triomphes » ont des effets plutôt négatifs, étant donné qu'ils relancent la polémique sur l'action armée, divisant l'antifranquisme et réduisant l'appui aux groupes résistants. En 1948, l'Espagne et la France normalisent leurs relations et beaucoup d'autres pays envoient leurs ambassadeurs à Madrid. Et à partir de 1949, avec le prétexte de l'expansionnisme soviétique, se termine pratiquement - bien que non officiellement - l'isolement international du régime franquiste. Les Démocraties occidentales continuent alors à favoriser l'entrée de l'Espagne franquiste dans les Organisations internationales du dénommé « monde libre » en 1950, malgré le fait que depuis pas mal de temps, elles aient abrogé la Déclaration de San Francisco de 1945 (réunion internationale qui déboucha sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies - Note du CATS) et laissé libre la voie à Franco pour obtenir la pleine reconnaissance internationale pour son Régime.

Cette décision est un véritable coup de massue pour l'antifranquisme en général, mais particulièrement pour ces secteurs qui ont mis toutes leurs énergies et espérances dans l'obtention de l'isolement international du régime franquiste. Non seulement ils ne l'ont pas obtenu mais ils ont fait perdre du temps en d'absurdes conjectures sur le « post-franquisme » et en chimériques négociations pour le préparer, ce qui a facilité les desseins de continuité du Régime.

Malgré cet échec, l'antifranquisme institutionnel ne change pas de stratégie et se résigne à continuer une opposition purement symbolique... Et ainsi passent les années jusqu'à ce que, en 1975, le franquisme - en tant que Régime - se termine à la mort de Franco. Alors, les notables de cet antifranquisme institutionnel se prêtent au fait de garantir aux pouvoirs de fait leurs continuité et privilèges à travers une « transition » sans rupture. Une « transition » qui est un simple changement de façade institutionnelle pour transformer la Dictature en Démocratie, mais sans restauration de la République. De là le fait que les héritiers du franquisme l'acceptent si facilement, étant donné qu'ils/elles savent, depuis déjà longtemps, que le franquisme est un anachronisme politique et que la « transition » consacre la continuité des pouvoirs de fait et le capitalisme dans toute sa splendeur.

## **L'antifranquisme résistant**

Durant toutes ces années, celles et ceux qui ont décidé de résister au franquisme par les armes, sont conscientEs que ce n'est pas sur le terrain politique ou diplomatique que Franco peut perdre le pouvoir. Ils/elles sont convaincuEs que les Démocraties finiront par s'accommoder avec la dictature franquiste, mais ils/elles savent que le mécontentement populaire est énorme et que le Régime est préoccupé par la continuité des actions de résistance, parce que celles-ci peuvent faire perdre sa peur à la population et parce que le mécontentement populaire peut se transformer en insurrection.

Les instances dirigeantes de l'opposition politique le savent également ; mais elles continuent à affirmer qu'il n'y a pas d'autre alternative que la « solution pacifique du problème espagnol ». L'espérance d'obtenir un jour le soutien des Démocraties occidentales les empêche de voir la réalité, et la brutalité et la persistance de la répression franquiste ne les font même pas réfléchir et reconsidérer une attitude si chimérique et démobilisatrice. Leur résignation et leur capitulation sont telles que, considérant inopportun tout ce qui « dérange » les Démocraties victorieuses, elles en arrivent à condamner les actions de

résistance.

Il est vrai que les premières années sont terribles pour l'antifascisme en Espagne, en Europe et dans d'autres parties du monde. Non seulement le totalitarisme nazifasciste est sur le point d'imposer sa domination planétaire mais en plus, en Espagne, la répression est massive et brutale, on dénonce, on arrête, on épure, on torture et on fusille. Partout, mais surtout dans la zone qui fut républicaine, on maltraite et on humilie les gens du peuple, simplement parce qu'on suppose qu'ils/elles continuent à être républicainEs. Cette répression a une dimension différente de celle qui s'est déjà exercée dans la zone nationaliste avec le prétexte de la « terreur rouge » (les membres du clergé, les militaires, les phalangistes et les RICACHONES fusillés en zone républicaine durant les premiers mois de la Guerre) et elle ne se chiffre pas en milliers mais en centaines de milliers.

Il n'est pas étrange qu'après la guerre civile, briséEs après trois années de lutte qui furent suivies par une répression cruelle et implacable et par la désunion et l'indécision combative des organisations antifranquistes, se soit répandu le défaitisme parmi les vaincuEs. Les premières années de l'après-guerre produisirent l'isolement et l'abandon des groupes de résistance, tant de ceux qui étaient restés en Espagne pour continuer le combat guérillero dans les montagnes que de ceux qui entraient en créant des groupes de guérilla urbaine dans différentes villes pour répondre, coup pour coup, à la répression.

Cependant, et malgré cette difficile situation, les noyaux guérilleros – constitués d'anciens combattants républicains (socialistes, communistes et anarchistes) – essayèrent de se maintenir en Espagne. Et quand le Sud de la France fut libéré, le Parti Communiste Espagnol créa l'*Agrupación de Guerrilleros Españoles* (AGE), commençant, le 19 octobre 1944, une expédition de guérilla (composée d'environ 3 000 miliciens) dans le Val d'Aran. Cette expédition se termine, dix jours plus tard, par une retraite retentissante. Pour leur part, les républicainEs se proclamèrent également partisanEs de la lutte armée contre Franco, créant cette même année l'*Agrupación Militar Republicana Española* (AMRE) et l'*Acción de Fuerzas Armadas de la República Española* (AFARE) ; mais aucune des deux n'arriva à mettre en œuvre ne serait-ce qu'une tentative d'action armée.

Entre 1945 et 1949, la polémique autour de la lutte armée, qui mobilisait l'attention de toutes les forces de l'opposition, devient préjudiciable pour les groupes de résistance. Seuls quelques groupes, intégrés par des libertaires ou des communistes, continuent les actions, quasi exclusivement en Catalogne. Toutefois, à partir de 1948, les communistes optent pour l'abandon de la lutte armée, en terminant avec leurs ultimes foyers guérilleros et dirigeant leur stratégie vers l'infiltration dans les organisations de masse du franquisme. À partir de là, jusqu'aux débuts des années soixante, les groupes qui continuent le combat en Espagne sont véritablement résiduels. Ce qui peut encore s'appeler résistance armée reste réduite aux actions sporadiques de quelques uns des groupes d'action anarchistes que la police franquiste n'a pas réussi à exterminer. Quasiment tous ces groupes viennent de l'exil en France et sont composés de militants des *Juventudes Libertarias* (créées en 1932 pour accueillir et former les jeunes intéresséEs par le mouvement anarchiste – Note du CATS) et de la fraction apolitique de la CNT<sup>1</sup>, mais en de rares occasions ils comptent avec un véritable appui organique.

La liste des militants anarchistes qui succombèrent sous les balles de la police franquiste est, durant cette période, très longue. De celle-ci il faut détacher les noms de ceux considérés comme les plus irréductibles : José Luis Facerías et Francisco Sabater Llopart ( *El Quico*, son nom est souvent orthographié en français comme suit « Sabaté » - Note du CATS) : le premier, abattu lors d'une embuscade le 30 août 1957 à Barcelone, combattait depuis environ vingt ans contre le franquisme. Le second, blessé dans la matinée du 4 janvier 1960 lors d'un combat dans lequel meurent quatre de ses

---

<sup>1</sup> La CNT espagnole a scissionné en 1945 entre un secteur « collaborationniste » favorable au maintien de la participation cénétiste au gouvernement espagnol en exil et un secteur « apolitique », refusant l'implication de la CNT dans ce gouvernement, condamnant le collaborationnisme gouvernemental de la CNT lors de la guerre civile et favorable au maintien de la lutte armée. Le secteur « apolitique » est largement majoritaire dans l'exil en France, mais minoritaire en Espagne à cette époque.. Note du CATS.

compagnons, est finalement abattu le jour suivant à San Celoni après vingt quatre ans de combat les armes à la main contre le franquisme.

Cet épisode cause une grande sensation en Espagne et en France parce qu'il implique une continuité des vieux schémas de la résistance et, d'une certaine manière, met un point final à une étape de la résistance antifranquiste au cours de laquelle le protagonisme de celle-ci fut principalement à la charge des groupes d'action anarchistes, vu que l'opposition politique classique continuait à se contenter d'être uniquement spectatrice...

## La résistance des années soixante et la DI

Quand en 1960, Sabater décide de retourner en Espagne, les dictatures de Pérez Jiménez au Venezuela, et celle de Batista à Cuba sont tombées réveillant de nouveaux espoirs au sein de l'opposition antifranquiste, de l'intérieur et de l'exil. En Espagne se crée le *Frente de Liberación Popular* (FLP), qui se présente comme « *front antifasciste et organisation révolutionnaire* ». Au Mexique, les jeunes communistes, socialistes, républicainEs et libertaires créent le *Movimiento Español 59* (ME 59) et quelques cénétistes, socialistes et républicainEs fondent à la marge de leurs organisations l'*Acción de Liberación Española* (ALE), exigeant l'union et l'action. En France, les exiléEs se réveillent également de leur léthargie et, principalement parmi les libertaires, commencent à se reposer des projets d'action. Fruit de ces préoccupations surgit le *Movimiento Popular de Resistencia* (MPR), avec des positions et des buts unitaires et combatifs.

À peine un peu plus d'un mois après la mort de Sabater, le 18 février, deux bombes éclatent à Madrid et trois autres, non explosées sont trouvées. Le récemment créé *Directorio Revolucionario Ibérico de Liberación* (DRIL) revendique ces actions. La police arrête et accuse Antonio Abad Donoso d'être un de ses membres. Abad est exécuté dans la matinée du 8 mars 1960.

Plus de vingt années s'étaient déjà écoulées depuis que le franquisme avait célébré leur Victoire, et si effectivement la société espagnole était en train de changer sociologiquement, politiquement il ne s'était produit aucun mouvement substantiel. On parlait beaucoup de *libéralisation*, mais le Régime continuait à être imperméable à toute idée d'ouverture – aussi minime soit elle – sur le terrain politique et social. On *libéralisa* seulement l'économie, et pour cela les protestations populaires resurgirent à partir de 1960. Pour décourager toute possible résistance, Franco fit promulguer, le 26 septembre 1960, un décret durcissant encore plus la répression.

Aux débuts de 1961, dans la nuit du 21 au 22 janvier, le DRIL réveille une immense vague d'enthousiasme en s'emparant du transatlantique portugais Santa María, rappelant au monde l'existence d'une résistance active contre les dictatures d'Espagne et du Portugal<sup>2</sup>. Cette action a une grande répercussion internationale. L'exploit exploite la conscience de l'antifranquisme, particulièrement au sein du mouvement libertaire car plusieurs cénétistes font partie du commando.

Quelques mois après, en juillet, les jeunes nationalistes basques fondent le mouvement *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) et tentent de saboter la voie ferrée près de San Sebastián.

Le 8 août, El Campesino (commandant communiste, désenchanté, de la guerre civile) débute une action de guérilla en attaquant avec 13 hommes armés la centrale électrique d'Irabia, à Orbaiceta.

---

<sup>2</sup> Le Portugal est soumis à la dictature militaire depuis 1926 et au pouvoir fascisant de Salazar depuis 1932. Celui-ci apporta son soutien au soulèvement militaire espagnol de 1936 en fournissant de l'argent, de l'armement et une légion de volontaires (environ 20 000 hommes apparemment). Salazar meurt en 1970 mais la dictature lui survit jusqu'à la « révolution des œillets » de 1974. Le commando du DRIL qui s'empare du Santa María était composé d'une équipe espagnole et d'une autre portugaise. Note du CATS.

Ces actions confirment le resurgissement de tendances activistes jusque dans les milieux nationalistes basques et parmi les communistes. Devant ce panorama, l'antifranquisme classique commence à prendre conscience de sa responsabilité et de l'urgence à réagir. Des groupes dénonçant le défaitisme de l'antifranquisme *officiel* comment à proliférer et défendent des attitudes plus combatives et unitaires. Au sein du mouvement libertaire en exil commence également à se faire entendre chaque fois plus de voix avec des intentions unitaires et combatives (la CNT se trouvait divisée entre orthodoxes – qui représentaient surtout la CNT de l'exil en France et au Venezuela – et les possibilistes – qui représentaient les Jeunesses Libertaires et la CNT de l'intérieur de l'Espagne). Les militantEs critiquaient les positions immobilistes des comités et ils/elles finirent par mettre en marche une dynamique imparable en faveur de l'unité confédérale. Une dynamique qui se concrétisa en 1960, lors du *Premier Congrès Intercontinental de Fédérations Locales de la CNT d'Espagne en exil*, à travers une motion qui permet de faire un pas décisif vers la solution du schisme intérieur : « *pour ne pas forcer la volonté de quiconque* » et « *en vue de donner des facilités* » on donne « *à chaque Fédération Locale l'autonomie de procédure pour sa liquidation* ».

Ainsi, en s'appuyant sur cette motion, les partisanEs de l'unité confédérale commencent à la rendre effective dans toutes les Fédérations Locales où le courant unitaire est majoritaire et à se concerter pour la rendre définitive au comice suivant. La dynamique *pro-unité* s'étend rapidement à toute l'organisation et, bien que subsiste des antagonismes dans d'autres Fédérations Locales, cette volonté d'union et d'action s'affirme définitivement au congrès de la CNT qui se célèbre dans la ville de Limoges le 3 septembre 1961. À ce congrès assiste une délégation directe du Comité National de la CNT de l'Intérieur déjà réunifiée.

La présence de cette délégation, qui se prononce fermement pour la continuation de *l'action révolutionnaire*, n'est pas seulement décisive pour officialiser la réunification du mouvement libertaire au Congrès mais également pour que soit approuvée – en session réservée et par unanimité – le rapport sur la *Défense Intérieure*. Ce rapport, élaboré par Germinal Esgleas, Vicente Llansola et Miguel Celma, propose la constitution d'un organisme secret pour relancer la lutte contre le régime franquiste et affirmer la présence libertaire en Espagne.

La *réunification* et l'approbation de ce *rapport* réveillent beaucoup d'expectatives au sein de la militance libertaire. Une bonne part de celle-ci espère que maintenant la lutte contre le franquisme sera dynamisée et, depuis la fin de 1961, des commissions se créent pour recueillir des fonds pour la DI dans les Fédérations Locales déjà réunifiées. En revanche, le secteur opposé à la réunification persiste à maintenir vivants les conflits personnels qui ont empêché la réunification dans d'autres Fédérations Locales, surtout dans celles de Marseille et du Venezuela.

Malgré cela, et après l'approbation du rapport de *Défense Intérieure* par la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) et la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires), aux débuts du mois de janvier 1962, la *Commission de Défense* du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE, intégrée par les *secrétaires* de la CNT, de la FAI et de la FIJL, plus le *secrétaire de coordination* de la CNT) se réunit pour nommer les participants à la DI. Chaque organisation présente une liste et finalement sont nommés les cénétistes connus Germinal Esgleas, Vicente Llansola, Cipriano Mera, Juan García Oliver, Acracio Ruiz et Juan Jimeno, et comme représentant des *Jeunesses Libertaires*, Octavio Alberola.

Les noms des membres de la DI devaient seulement être connus, en principe, par les membres de la *Commission de Défense* ; mais étant donné la situation conflictuelle dans le mouvement libertaire, leurs noms commencèrent à circuler parmi la base, compromettant leur situation personnelle et y compris les tâches que la DI devait réaliser. Il est bien vrai, étant donné les circonstances que traversait le mouvement libertaire, qu'il était important que la DI soit intégrée par des militants ayant un solide historique. Pour cela, bien qu'on déclare à la base qu'on les avait nommé parce que « *par leur passé révolutionnaire, ils constituent une solide garantie quant au sérieux des tâches spécifiques que la DI devait réaliser* », la réalité est qu'ils avaient été nommés plutôt en tant que *représentants* des principales tendances du mouvement libertaire pour que soient *représentées* les trois principales zones de l'exil : trois membres

pour les libertaires exiléEs en France, deux pour celles et ceux des Amériques, un pour celles et ceux d’Afrique du Nord et un autre pour celles et ceux d’Angleterre.

Deux mois après avoir été nommés, les membres de la DI se réunissent avec la *Commission de Défense* dans un petit village des environs de Toulouse. Manquait à cette réunion Garcia Oliver, qui envoya par écrit son point de vue sur la stratégie à suivre pour atteindre les objectifs qui avaient été fixés à la DI. La matinée et l’après-midi sont dédiées à analyser la situation du mouvement libertaire en exil et à l’intérieur de l’Espagne, ainsi que le contexte politique et social national et international. Esgleas exposa quelques divergences de type idéologique et tactique, mais la vision stratégique développée par Garcia Oliver dans son écrit est approuvée. Dans cette réunion, la *Commission de Défense* reçut la responsabilité d’apporter, à travers son *secrétaire (le secrétaire de coordination de la CNT)*, les fonds nécessaires pour financer les activités de la DI, que le *Rapport sur la Défense Intérieure* avait évalué, pour une première phase à dix millions de francs (anciens).

Quelques jours après se réunirent de nouveau les six membres de la DI, présents à la première réunion, pour décider – en fonction de ce qui était stipulé dans le *Rapport sur la Défense Intérieure* – le mode de fonctionnement de la DI et évaluer les possibilités humaines et matérielles que le mouvement libertaire pouvait offrir pour appliquer le plan d’action qui avait été approuvé. Dans cette réunion, Germinal Esgleas se proposa pour assumer la responsabilité de la section de propagande et Vicente Llansola pour préparer un attentat contre Franco. Les quatre restants furent chargés de préparer les groupes d’action, et Octavio Alberola, en plus, d’assurer la coordination entre les membres de la DI ainsi que celle entre les différentes activités... Esgleas reçut 100 000 francs (anciens) pour commencer à préparer les activités de propagande, et Llansola reçut un million pour organiser l’attentat contre Franco. Aux cinq membres restant furent attribués, en principe, cinq millions de francs (anciens) pour commencer à préparer les activités qui leur avaient été confiées ; mais de cette quantité, le *secrétaire de la Commission de Défense* (Angel Carballeira) remit seulement 500 000 francs (anciens), en deux occasions. La raison qu’il exposa fut que tous les fonds avaient été remis aux compagnons/gnes d’Espagne, bien que la véritable raison était qu’Esgleas, constatant la volonté et l’engagement des autres cinq membres de mettre en oeuvre les accords et le fait que la DI lui échappait des mains, avait décidé d’empêcher sa mise en marche et, pour cela, il se servit de Carballeira. Llansola se joignit également à ce travail obstructionniste ainsi que tout le secteur opposé à la réunification de la CNT.

Quand les autres membres de la DI constatèrent une telle intention, ils décidèrent de maintenir la DI et de continuer à avancer à partir des plans d’actions approuvés – étant épaulés par le *secrétaire du Comité Intercontinental* (SI) de la CNT et par celui de la *Commission de Relations* de la FIJL – estimant que le temps était un facteur crucial pour la relance de la lutte contre la dictature franquiste et qu’il ne fallait pas le perdre en dénonçant organiquement ceux qui agissaient de manière si irresponsable, laissant ces discussions pour plus tard. La première chose à faire était de rappeler à l’opinion publique nationale et internationale qu’en Espagne il y avait une dictature, que la répression continuait et qu’il y avait des milliers de prisonnierEs politiques dans les prisons. En même temps qu’ils rappelaient cela, ils essayèrent d’intéresser les autres forces antifranquistes au fait de se joindre à cette action. De plus et étant donné que Llansola ne délivrait aucune information sur l’*avancement* de sa mission, ces membres de la DI décidèrent d’assumer la préparation de l’attentat contre Franco...

La réactivation des actions de résistance commença le 5 juin de cette même année avec l’explosion de deux bombes à Madrid, une au vicariat général militaire et une autre à la nonciature. Le 8 juin, également à Madrid, une bombe explose à la Banque Populaire Espagnole (de l’Opus Dei). Le 13 juin explose à Madrid une autre bombe à l’Institut de Prévision Sociale (de la Phalange) et, le 30 juin, à Barcelone, des bombes explosent à la Résidence de Monterolas et à l’Institut National de Prévision Sociale, ainsi qu’à la Résidence de la Phalange. Toutes ces actions sont revendiquées par la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires. Le 15 juillet une bombe explose sur le balcon de la Maison Consistoriale de Valence, d’où quelques jours auparavant Franco avait prononcé un discours. Le communiqué disait : « Nous suivons tes pas ». Le 12 août une autre explose à la basilique de la Vallée des morts (Valle de los Caidos, monument franquiste aux morts de la guerre civile, construit par des prisonniers républicains condamnés aux travaux

forcés – Note du CATS) et le communiqué disait : « tu ne te reposeras tranquille même pas dans ta tombe ». Ces deux actions sont revendiquées par la DI et le MLE. Le 19 août, à San Sebastián, une forte charge de plastic explose près de l'entrée du Palais d'Ayete, résidence estivale de Franco. Dans la presse, on parle d'une tentative d'attentat contre le caudillo. Dans le communiqué était dit : « la prochaine occasion sera la bonne ». Ce même jour, à Madrid, des bombes explosent aux sièges des journaux *Ya* et *Pueblo*. Le 20 août, à Barcelone, des bombes explosent aux sièges des journaux *La Vanguardia* et *ABC*. Le 23 septembre, à Rome, éclatent également deux bombes incendiaires dans la Basilique de Saint Pierre, peu avant le Concile du Vatican. Le 7 octobre, à New York, une autre bombe explose à la fenêtre de la résidence du Cardinal Spellman, grand ami du régime franquiste. Les revendications envoyées à la presse rappellent l'appui de l'Église à Franco. Le 29 septembre, à Milan, le vice consul Elias est enlevé pour empêcher la condamnation à mort de l'étudiant libertaire catalan Jorge Conill qui avait été arrêté quelques semaines auparavant en même temps que d'autres jeunes libertaires à Barcelone, Madrid, Saragosse et Valladolid. Entre le 2 et 3 décembre, les bombes éclatent à la résidence du gouverneur militaire de San Sebastián, au Tribunal des Comptes du Royaume de Madrid et au Palais de justice de Lisbonne, ainsi qu'au consulat espagnol d'Amsterdam. Ces actions sont revendiquées par le *Conseil Ibérique de Libération* (CIL).

Suivant cette ligne en 1963, à Rome, des bombes éclatent dans les bureaux d'Ibera et à la Délégation du Conseil Supérieur d'Enquêtes Scientifiques, avec de grandes inscriptions contre le tourisme en Espagne. Ce même jour, dans les aéroports de Las Palmas, Barcelone et Madrid divers avions d'Iberia et d'Aviaco sont sabotés avant de décoller. Le 16 avril, à Valence et Alicante, des bombes explosent dans les bureaux d'Iberia ainsi que sur le bateau Ville d'Ibiza qui arrivait au port de Barcelone. Les actions de la campagne contre le tourisme sont revendiquées par le CIL. Quelques jours après sont arrêtés trois jeunes étudiants français. Le 13 juin, dans les aéroports de Londres, Francfort et Genève, des bombes éclatent dans les avions d'Iberia et de la Tap avant leur décollage. Le 29 juillet, à Madrid, éclate une bombe à la Direction Générale de la Sécurité et peu après une autre au siège des syndicats verticaux (« syndicats » uniques utilisés par le régime pour encadrer les travailleurs/euses au bénéfice du patronat et de l'État – Note du CATS). Le 1<sup>er</sup> août, près de port-Bou la voie de chemin de fer qui va de Barcelone à Perpignan est sabotée. Le 2 août, dans la zone de Sabadell, plusieurs sabotages de pylônes électriques se produisent.

Le jour suivant, la Garde Civile abat le célèbre guérillero libertaire Ramón Vila Capdevila (*Caraquemada*).

Ce même jour, la presse espagnole donne la nouvelle de l'arrestation trois jours auparavant, à Madrid, des jeunes libertaires Francisco Granado Gata et Joaquín Delgado Martínez, que la police franquiste accuse d'être les responsables des attentats du 29 juillet dans cette ville. La presse affirme que « des investigations ultérieures ont permis de découvrir qu'ils possédaient un arsenal composé de 20 kilos et 950 grammes d'explosif plastic, d'une mitrailleuse, d'une certaine quantité de balles et d'un radiotransmetteur destiné à provoquer les explosions à distance par le moyen d'ondes courtes » (*ABC*, du 2-8-1963). Dans quelques commentaires de presse ultérieurs on insinue que ce matériel pouvait être destiné à un attentat en préparation contre Franco.

Le 13 août dans l'après-midi, les agences de presse reçoivent un communiqué officiel informant que Granado et Delgado avaient été jugés ce jour même par un Conseil de Guerre Sommaire (« *le procès a été ouvert sans avis préalable à la presse, à 8 heures du matin, et les débats ont été menés en toute rapidité* » *Le Monde*, du 14-8-1963) et qu'ils avaient reçu des condamnations à mort. Quatre jours plus tard, un nouveau et succinct communiqué officiel envoyé à la presse annonçait leur exécution.

La mort de *Caraquemada* et ensuite la rapide exécution de Granado et Delgado tombent comme un coup de massue sur les libertaires. Ils/elles n'avaient pas pu organiser de grandes manifestations de protestation – comme celles qui s'organisèrent dans le cas du communiste Julián Grimau –, étant donné qu'on était en plein mois d'août, avec plus de la moitié de l'Europe en vacances... De plus, les pressions des autorités françaises sur le SI deviennent impératives et celui-ci décide de suspendre l'aide économique à la DI pour paralyser *provisoirement* ses actions. Dans ces conditions, la DI se voit dans l'impossibilité de réagir,



comme on le fit dans le cas de Conill, et elle ne put même pas prendre les mesures de sécurité que la situation exigeait, car elle avait conscience que la répression ne s'exercerait pas exclusivement en Espagne.

Effectivement, le 11 septembre, à peine terminée la période de vacances, les autorités françaises commencent une série d'arrestations contre des responsables et des militants connus de la FIJL, sur tout le territoire français. Plus de soixante jeunes libertaires sont détenus et deux vieux compagnons de la CNT, Cipriano Mera et José Pascual, dont les liens avec la DI sont *connus*. La majorité des détenus récupère sa liberté quelques jours après ; mais 21 restent en prison sous l'accusation d'*association de malfaiteurs*. Cipriano Mera est laissé en liberté grâce à son âge avancé et à son état de santé. L'objectif de cette mesure répressive était évident : satisfaire les exigences franquistes et exercer une pression sur la CNT, qui devait célébrer au mois d'octobre un congrès à Toulouse, pour qu'elle abandonne la ligne d'action approuvée en 1961 et qu'elle mette fin à la DI. La preuve en est qu'une fois terminé le Congrès et le SI entre les mains du secteur opposé à la DI, les autorités françaises se mirent à libérer les uns après les autres tous les jeunes libertaires détenus ainsi que José Pascual, sans qu'à un seul moment ils soient l'objet d'une véritable instruction judiciaire.

La répression en Espagne et en France et l'obstructionnisme du secteur confédéral *immobiliste* atteignirent leur objectif, arrêter l'action de la DI ; mais pas sa continuité organique... Le *secteur immobiliste*, avec Esgleas à sa tête, avait profité de l'occasion pour reprendre les rênes de la CNT et de la *Commission de Défense* au Congrès – que les autorités françaises ne suspendirent pas – laissant la DI définitivement sans ressources pour agir, mais il n'avait pu empêcher que les délégations assistant au Congrès approuvent la gestion de la DI et, en conséquence, sa continuité... L'explication est simple : ni Esgleas ni Llansola n'avaient informé quiconque, avant ou au cours du Congrès, qu'ils étaient démissionnaires de la DI et qu'ils avaient été *destitués* par les autres membres de cet organisme.

Le problème organique fut sérieux, vu qu'Esgleas et Llansola démissionnèrent parce qu'ils étaient contre la continuité de la DI et cependant ils avaient reçu comme mandat du Congrès de continuer en suivant le *Rapport sur la Défense intérieure*. Toutefois ni l'un ni l'autre ne reconnurent cette incompatibilité mais, bien au contraire, ils se dépêchèrent de prendre possession de leurs charges au SI pour contrôler le fonctionnement de l'organisation confédérale et empêcher qu'une demande de destitution les visant ne soit débattue. C'est pour cela qu'ils dédièrent tous leurs efforts et leur gestion – qu'avec différentes excuses ils prolongèrent durant un an – à *justifier* leurs démissions et leur non accomplissement des missions qu'ils s'étaient auto-assignées dans la DI, en plus de continuer à exacerber l'affrontement interne afin de chercher une justification pour ne pas mettre en œuvre l'accord du congrès qui les obligeait à organiser la continuité de la DI, préparant, contrairement à ce qui avait été approuvé, l'*enterrement organique* de celle-ci.

## **L'enterrement de la DI et la relève juvénile**

Cet enterrement se produisit au Congrès de Montpellier qui commença le 31 juillet 1965 quand Esgleas était sûr de compter sur un nombre suffisant de délégués, de petites fédérations Locales dépendantes, pour disposer d'une majorité de vote. Pour cela il ne doutait pas de pouvoir réaliser une intense campagne électorale (une des curieuses innovations introduites dans les milieux libertaires par l'*esgleasisme*) centrée sur le « *salut de l'Organisation* », en plus d'assurer aux délégations en sa faveur les coûts de déplacement et de séjour (une autre innovation *esgleasiste*). Le fait d'avoir choisi Montpellier comme lieu du Congrès s'explique par le fait que cette région et celle, proche, de la Provence étaient contrôlées par ses partisanEs.

Dès la première session commencèrent les affrontements pour la nomination de la Commission du Scrutin et pour la Présidence du congrès. Pour les délégations esgleasiste, l'unique possibilité de salut de l'anarchisme espagnol était le *purisme idéologique* qu'incarnait Esgleas et l'application de « *règles sanitaires, hygiéniques, définitives et contondantes* » pour expulser du mouvement toutE militantE qui

n'était pas d'accord avec cette ligne. Pour les autres délégations, tant pour celles qui défendaient la DI que pour celles qui simplement n'acceptaient pas *l'orthodoxie* et *l'immobilisme esgleasiste*, l'anarchisme *ne pouvait être sectaire et son futur dépendait précisément de sa capacité d'action dans le contexte politique et social de son époque.*

L'affrontement fut chaque fois plus virulent et, après s'être emparé de la Présidence du Congrès et de la Commission du Scrutin, les *esgleasistes* dédièrent leurs premières sessions à l'élimination des délégués qui avaient été l'objet des « *règles sanitaires* » (expulsions) de « *certaines* » Fédérations Locales et Régionales (celles qu'ils/elles contrôlaient) et que le SI *esgleasiste* avait favorisé. Bon connaisseur de l'état d'esprit de l'organisation et de la mécanique organique, Esgleas avait laissé surgir ces conflits locaux et régionaux pour que le Congrès se déroule dans un climat d'affrontement tel que toute possibilité d'analyser sereinement les affaires et sa destitution soit impossible. Esgleas savait que son maintien dans les postes (*rétribués*) de l'Organisation dépendait de cela, et il dédia tout son temps et son énergie à atteindre cet objectif, sans aucun scrupule ni problème de conscience. De là on arriva y compris à la rupture avec *l'organisation de jeunesse* (la FIJL) lorsque celle-ci exigea, au sein de la *Commission de Défense*, que lui et Llansola rendent des comptes sur leur démission de la DI et mettent leurs postes au SI à la disposition de l'Organisation pendant qu'on étudiait et résolvait la destitution pour incompatibilité. Mais il ne rompit pas seulement avec la FIJL, il utilisa cette rupture avec les jeunes qui défendaient et réclamaient le rajeunissement et la mise à jour du mouvement libertaire, pour se présenter comme défenseur intransigeant de la trilogie « principes, tactiques et finalités » qui servait de couverture idéologique à celles et ceux qui continuaient à vivre dans le passé. Esgleas sut se protéger avec ce simplisme idéologique pour obtenir l'immobilisme de l'organisation, avec l'appui de la militance peu engagée. Et pour conserver son poste, il se permit tout type de manœuvres et attitudes indignes de libertaires. Ainsi, au commencement de son rapport au Congrès, Esgleas en arriva à dire que toute attaque contre le SI était une attaque contre la CNT :

*"... de tout ce qui se fait ou se dit contre un Secrétariat International, ce n'est finalement pas le SI qui en subit le préjudice mais toute la Confédération nationale du Travail, tout le peuple espagnol..."* ».

Au delà, pour justifier le pourquoi, malgré le fait d'avoir été destitué, il avait accepté de prendre en charge le SI et n'eut aucun scrupule à se présenter comme le défenseur de l'indépendance de la CNT. Dans son rapport au congrès, Esgleas déclara :

*"...à tout moment nous avons voulu maintenir l'indépendance de la CNT, nous l'avons maintenu et nous l'avons défendu, on la défendra toujours quand on attentera contre elle, d'où que vienne cet attentat. Quand avant de prendre possession de nos postes on nous fait la guerre pour le fait d'avoir accepté ; quand quasiment trois mois après le Congrès de 1963, vient une représentation – qui n'était pas de la CNT – nous prier « très fraternellement », selon eux, de ne pas prendre possession des postes jusqu'à ce que certaines choses soient éclaircies, choses ignorées par ce Secrétariat, nous avons pensé et dit que nous ne pouvions accepter cette contrainte. Et en vertu de ce concept, nous oeuvrâmes et notre conduite s'y ajusta. On ne peut admettre autre chose pour ne pas asseoir le précédent que des compagnons nommés lors d'un Congrès cessent d'occuper leurs postes du fait du veto que leur oppose une organisation étrangère..."* ».

Cette organisation *étrangère* était la FIJL, qui avec la CNT et la FAI intégrait la *Commission de Défense* du MLE qui avait nommé les membres de la DI, et devant laquelle avait été présenté la demande de destitution contre Esgleas et Llansola par les autres membres du DI qui continuaient à leurs postes !

Mais peu importait aux délégations esgleasiste le caractère insuffisant de cette *explication*, car elles avaient été au congrès décidées à imposer leur orientation bien que cela soit au prix d'une nouvelle division de la CNT et du MLE.

Le 5 août dans l'après midi, après cinq jours de débats aigres et violents, commença la première « session réservée » dédiée à l'éclaircissement du dénommé « problème interne ». À celle-ci s'en ajoutèrent cinq

autres ; mais les délégations esglesistes restèrent sourdes aux arguments. Pour elles il n'était pas incompatible d'avoir démissionné d'un organisme (la DI) que les destitués voulaient fermer, et d'accepter ensuite un poste (celui du SI) qui les obligeait à gérer et à assurer la continuité de ce même organisme. Elles ne considérèrent pas non plus comme grave de n'avoir absolument rien fait, durant leur année et demi à la tête du SI, pour mettre en œuvre cet accord ou pour le dénoncer.

Le fait fut que la *majorité esglesiste*, une fois terminée la cinquième « *session réservée* », approuva, au milieu de cris, d'insultes et de menaces, une résolution de circonstance qui, après avoir ratifié la confiance aux destitués (Esgleas et Llansola) n'appliquait pas de sanctions contre les « destituteurs » (Mera et Alberola). Dans une ambiance si étrange, les *esglesistes* s'opposant au fait de reconsidérer cette motion, toutes les délégations qui n'appuyaient pas ce procédé se retirèrent du Congrès.

Ainsi, désormais sans opposition, la DI demeura définitivement enterrée, Esgleas fit approuver l'annulation du Rapport « d'action directe et révolutionnaire » approuvé en 1961, que lui-même et ses inconditionnels, Llansola et Celma, avaient élaboré. Peu de temps après arrivèrent les exclusions calculées et les expulsions de militants, y compris avec des manœuvres indignes comme celle réalisée contre le vieux militant confédéral ayant fait ses preuves Cipriano Mera.

Ce que les partisanEs d'Esgleas enterrèrent à Montpellier ce ne fut pas tant la DI que la volonté de transformer en action les accords de lutte contre la dictature franquiste. Pour cela, après Montpellier, la CNT et la FAI recommencèrent à s'installer dans la routine d'approuver et de ratifier des accords, continuant avec l'immobilisme d'avant.

Des années après, dans son livre de mémoires, *El eco de los pasos*, Juan García Oliver écrivit ce qui suit : « *La DI, qui regroupa quelques très vieux militants ayant un solide historique révolutionnaire, avec d'autres jeunes et intelligents membres des Jeunesses, réalisa une action d'une durée de six mois. Il y eut à ce qu'il semble seulement six mois d'action conjointe de la DI, bras armé de l'organisation. Une année de plus eut été nécessaire, pour le moins, pour pouvoir terminer l'œuvre entreprise, qui n'était autre qu'en finir, avec la dictature en Espagne. Malheureusement c'était une lutte qui réclamait l'apport abondant de moyens économiques. Toujours riches d'hommes prêts à lutter, toujours pauvres en moyens économiques, ils durent suspendre l'entreprise de la libération de l'Espagne. Cependant, ce fut l'unique fois où l'Organisation s'affronta avec la dictature. Et l'unique fois également où une organisation espagnole, avant l'ETA, entreprit une lutte collective contre le franquisme organisé. L'unité se fit, la DI fut créée, on lutta de manière naissante et quand devait être effectué un saut plus fort correspondant au dépassement logique d'une première étape d'essai, tout se termina, jusqu'à l'unité, parce qu'une autre fois apparurent les dissensions, les divergences et les incompatibilités* ».

Évidemment, une fois le honteux congrès de Montpellier terminé, qui mit en évidence la stérilité de la lutte contre la gérontocratie libertaire exilée, la FIJL abandonna définitivement la *Commission de Défense* du MLE et décida de continuer la lutte active contre le franquisme initiée par la DI.

Commence alors une nouvelle étape dans laquelle les jeunes libertaires réussirent des actions spectaculaires comme celles du Grupo Primero de Mayo, réactualisant l'anti-autoritarisme qui donna à mai 68 sa radicalité libertaire.

Mais, de cette étape, nous parlerons à une autre occasion.

**Le CATS renvoie celles et ceux que cela intéresse, sur le même sujet et en complément de cette traduction, vers l'intéressant article de José Fergo paru sur le site internet « À contre-temps » : <http://acontretemps.org/spip.php?article320>**